



Editorial

Par **Julien Fagault**

Secrétaire de la Section de Trélazé du PCF

**Nous avons besoin de démocratie
à tous les étages :**

Au niveau national.

Après une gestion calamiteuse de la crise sanitaire en février/mars nous aurions pu penser que le gouvernement ne déciderait plus seul. Aujourd'hui c'est pire encore ! L'assemblée nationale n'est plus un lieu de débat, de consultation, elle ne fait plus qu'entériner les lois proposées. L'emportement d'Olivier Veran dans l'hémicycle illustre à ce titre leur idée de la démocratie. S'ajoutent à cela des décisions prises par le chef de l'Etat en conseil de sécurité, donc soumis au secret défense, dans la plus grande opacité. Dans la continuité c'est la « loi sécurité globale » qui accentue cette dérive autoritaire.

Au niveau local

Pour contrecarrer des décisions prises par l'Etat, contre le bien commun, parfois proche de l'absurde, les collectivités peuvent être des lieux de résistances. Encore faut-il que ceux qui les dirigent le veuillent !

Prenons l'Agglomération.

Alors que de plus en plus de compétences sont transférées des communes vers Angers Loire Métropole, Mr Béchu refuse la constitution de groupes politiques ! Pour faire vivre une démocratie, nous avons besoin de débats d'idées qui marquent les différences gauche / droite qui sont bien réelles. En cela les partis politiques (mais pas seulement) ont un rôle à jouer. Par exemple, les transports publics gratuits défendus par les communistes, ce n'est pas une idée de droite !

A Trélazé.

Que dire, alors de la démocratie à Trélazé ? Si on se limite à une vision bornée par les élections municipales, entrecoupées de la présentations des orientations alors oui, la démocratie vit à Trélazé. Mais nous communistes pensons que l'on doit une autre démocratie aux Trélazéennes et Trélazéens. Ainsi refuser que les élus de l'opposition puissent aider à concevoir une action municipale pour tous, c'est proposer une démocratie au rabais. Mettre en place des commissions sur le modèle des conseils de sécurité de E. Macron (commissions participatives mais où ce qui y est dit est « secret défense »), c'est proposer un ersatz de démocratie.

Au contraire de cela, nous pensons qu'il est urgent d'ouvrir la démocratie, d'ouvrir les commissions, de faire plus de place aux associations même discordantes.

Cela peut commencer par exemple par les assises de la transition écologique comme ont pu le faire certaines communes autour de nous.

Alors oui, il est urgent de remettre une vraie démocratie à tous les étages !

Sommaire :

- Edito : nous avons besoin de démocratie à tous les étages.
- La précarité étudiante n'est pas une fatalité.
- La crise du Covid montre l'incapacité du capitalisme à répondre aux besoins humains.
- Stopper l'escalade de la pauvreté.
- Pour une transition écologique humaine et solidaire.
- Souscription PCF

La précarité étudiante n'est pas une fatalité

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron, le coût de la vie étudiante ne cesse de croître : plus de 8% à cause du désengagement de l'État. Cette année, viennent également s'ajouter les frais liés à l'achat des masques.



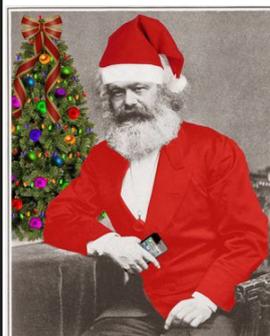
Avec la crise économique, la situation va s'aggraver.

En effet, des milliers de jeunes ont été privés d'un emploi et donc d'un revenu durant l'été. Alors que 20% des étudiantes et étudiants vivent sous le seuil de pauvreté et qu'un sur deux est obligé de se salarier pour financer ses études, cette absence de revenus risque d'amplifier la précarité étudiante.

Face à cette hausse de la précarité étudiante, le CROUS et le système de bourses sont incapables de répondre aux besoins des étudiantes et des étudiants. L'absence de réponses à la hauteur des besoins de la part du gouvernement est alarmante.

Ce n'est pas une fatalité, les Jeunes Communistes demandent :

- La gratuité totale des formations, y compris du matériel demandé
- La création d'un revenu étudiant qui soit fixé au dessus du seuil de pauvreté
- L'investissement massif dans les services du CROUS (résidences et restaurants universitaires).



Après une année 2020 si compliquée,
la section de Trélazé du PCF vous souhaite
d'excellentes fêtes de fin d'année.

La crise du Covid montre l'incapacité du capitalisme à répondre aux besoins humains !

L'année qui vient de s'écouler fut bien sûr marquée par cette pandémie qui touche le monde entier et qui met à l'arrêt des pans entiers de notre économie.

Elle a aussi révélé dans toute son ampleur la crise de l'hôpital public, et plus généralement, du système de santé en France. Pourtant pendant des mois, des années, les soignants ont tiré la sonnette d'alarme. Un fort malaise s'était exprimé par de nombreux mouvements sociaux touchant tous les secteurs, les urgences comme les autres services, des aides-soignants jusqu'aux médecins. **Les personnels hospitaliers souffrent depuis plusieurs années des politiques d'austérité.**

En vingt ans, des dizaines de milliers de lits d'hôpitaux ont été supprimés et des établissements de santé fermés. La situation que nous traversons, ici comme ailleurs, appelle une transformation profonde du système de santé pour rompre avec la logique libérale où l'économie l'emporte sur la santé, la concurrence sur la coopération, les intérêts privés sur l'intérêt général.

Si cette crise frappe durement les populations du monde entier, de nombreux observateurs ou spécialistes soulignent que les classes populaires, les « premiers de corvée », payent le plus lourd tribut.

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, le Gouvernement reste sourd aux attentes et aux exigences populaires. Fidèle aux dogmes libéraux, il fait fi des besoins du plus grand nombre, reste droit dans ses bottes pour appliquer ses logiques d'austérité.

En 2018, les élus trélazéens avaient été unanimes pour apporter leur soutien au plan Borloo pour les banlieues, convenant ainsi de leur conscience collective de la situation dans nos quartiers et de notre exigence commune d'une réponse d'ampleur. La désillusion qui s'en est suivie fut grande...

Il y a quelques semaines, plus de 110 maires ont signé une lettre adressée au chef de l'Etat pour défendre « l'égalité républicaine de nos quartiers prioritaires ». La presse locale s'en est fait l'écho. Dans le contexte que nous traversons, le constat est en effet limpide : « En dépit des alertes, les villes et quartiers populaires restent un angle mort du plan de relance : aucune mesure ambitieuse n'a été prise pour répondre à la détresse sociale et économique qui frappe nos communes », une situation aggravée, donc, par la crise sanitaire.

Comme le soulignait l'Humanité Dimanche en décembre dernier, ces élus ont obtenu 1% du plan de relance, soit 1 milliard d'euros. Ils continuent néanmoins de se battre pour que ce ne soit qu'un début et bondissent à juste titre lorsque l'exécutif affirme que l'essentiel du plan Borloo a été lancé.

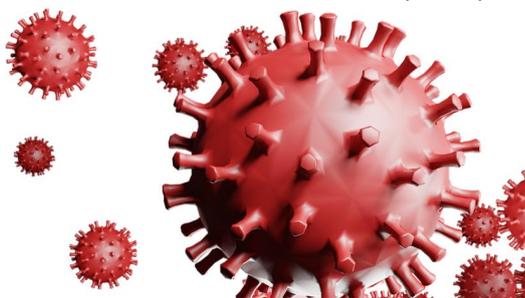
« Il faut des actes forts pour faire République partout, pour que les trois beaux mots Liberté, Egalité, Fraternité ne restent pas seulement une inscription au fronton de nos mairies » souligne

Gilles Leproust, le maire d'Allonnes (PCF).

Les incantations ou les postures morales ne suffisent en effet pas pour enraciner durablement le respect de nos valeurs républicaines. Il en va de même pour la laïcité.

Cela passe par une expérience concrète de ces valeurs dans la vie quotidienne de chacun, notamment des personnes les plus fragiles. Pour ne pas répéter les erreurs du passé, la vie des quartiers, qu'ils soient récents ou plus anciens, doit s'organiser de manière démocratique, avec les citoyens et les associations.

Dans le domaine, la mise en œuvre de politiques sociales et émancipatrices à la hauteur des enjeux devient une nécessité absolue.



Stopper l'escalade de la pauvreté

Notre pays compte près de 10 millions de pauvres en cette fin d'année 2020 (seuil de pauvreté monétaire, soit 1063 euros par mois) c'est inacceptable dans un pays riche comme la France. **En même temps, les 500 plus grosses fortunes totalisent un patrimoine de 730 milliards d'euros, toujours en hausse, et les multinationales prévoient de distribuer plus de 30 milliards de dividendes en 2020.**

Cette situation ne date pas d'aujourd'hui. Les politiques libérales des gouvernements successifs font la part belle aux 1% les plus riches. Les injustices se sont aggravées depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron avec d'un côté la suppression de l'impôt sur la fortune et la baisse de la taxation pour les plus riches et pour les grosses entreprises, de l'autre une baisse des APL et la non revalorisation du SMIC et des retraites ... **La situation des plus pauvres se dégrade encore plus avec la crise sanitaire et économique.** Ce sont près d'1 million de pauvres supplémentaires. Beaucoup tombent dans la grande pauvreté et n'ont plus les moyens de se nourrir, de se soigner. Rien n'est fait pour mieux répartir les richesses. Au contraire, on aide les entreprises qui font toujours plus de profits et qui licencient (Total, Danone, Renault). C'est inadmissible.

Pendant le confinement, les 20 % les plus pauvres se sont endettés de façon dangereuse et 800 à 900 000 chômeurs nouveaux sont attendus. Comment peut-on accepter que des familles entières dorment dans la rue, ne mangent pas à leur faim ? La maladie et la faim font des ravages dans nos villes et nos quartiers populaires. Les ressources des familles les plus pauvres baissent. 7 millions de personnes sont privées d'emploi ou d'emploi stable ! 8 millions ont recours à l'aide alimentaire ! Les femmes sont davantage précarisées. Et 300 000 femmes et hommes sont sans domicile fixe.

Emmanuel Macron avait promis dans sa campagne présidentielle la suppression des SDF, rien n'a été fait. Au contraire les SDF sont beaucoup plus nombreux et que va-t-il se passer au printemps si les expulsions reprennent ? **Le pouvoir doit entendre les alertes ! Celles des travailleurs et travailleuses, des jeunes, des demandeurs d'emploi, des retraités, des commerçants, des indépendants, de leurs syndicats et celles des associations. Celles de tous les acteurs de la solidarité. Les moyens donnés pour les plus pauvres sont insuffisants, c'est un vrai changement des politiques sociales dont nous avons besoin. Emmanuel Macron a promis : « quoi qu'il en coûte ». Ça doit être vrai aussi contre la pauvreté.**

Il est urgent de :

- Augmenter les minima sociaux, le SMIC, les salaires et retraites, mettre en place le RSA pour les moins de 25 ans, assurer l'égalité professionnelle femmes-hommes, abroger la réforme du système d'indemnisation du chômage.
- Interdire les expulsions locatives et les coupures d'eau, de gaz ou d'électricité. Relever les plafonds des aides au logement (Apl, et autre aides au logement), créer un fonds d'aide au paiement des loyers pour les ménages en situation d'impayé et relancer la construction de logements sociaux.
- Engager un plan de soutien aux collectivités locales, en restituant immédiatement les compensations qui leur sont dues, aux associations et à l'économie sociale et solidaire, permettant notamment la création d'emplois solidaires dans les quartiers populaires.
- Interdire les licenciements des grands groupes bénéficiant de fonds publics et taxer fortement les GAFA.
- Embaucher massivement à l'hôpital, dans les Ehpad, à l'école et dans l'ensemble des services publics, notamment par des pré-recrutements de jeunes, payés durant leur formation.
- Créer un fonds de sécurisation de l'emploi, de la formation et pour la transition écologique et faire contribuer le capital et les profits.

« Nous communistes, avons une vision de la société qui met l'humain, son bonheur, la dignité humaine, au cœur de tous les choix ». Fabien Roussel.



Pour une transition écologique humaine et solidaire.

Certains pensent l'écologie comme n'étant ni de gauche ni de droite. C'est d'ailleurs le message envoyé par C. BECHU lors des dernières municipales.

Comme communistes, cela fait maintenant de nombreuses années que nous traitons cette question de manière diamétralement opposée et nous sommes convaincus que les réponses aux défis écologiques et environnementaux sont de gauche !

D'une part, parce qu'il est évident que la course effrénée aux profits imposée par la toute puissance de la finance fait fi des conséquences environnementales des politiques industrielles développées.



ÇA URGE!
CHANGÉONS LE SYSTÈME
PAS LE CLIMAT

D'autre part parce que la paupérisation d'une grande partie de la société rend difficile un mode de vie compatible avec l'ambition du développement durable. Le secours populaire compte près de 9 millions de pauvres en France, comment impliquer chacune et chacun quand le quotidien n'est déjà pas forcément assuré ?

La réponse passe inévitablement par plus de solidarités, plus d'humain et donc plus d'écologie. C'est le sens de la proposition de gratuité des transports publics portée par les communistes de l'agglomération.

Mais c'est aussi dans cet esprit que nous appelons à la gratuité des premiers m³ d'eau et à l'augmentation progressive du coût en fonction du volume consommé. **Autrement dit, que les piscines des uns payent les douches de ceux qui sont en difficulté.**

Écologique, Solidaire donc de gauche.

Le 23 octobre 2020 ont été lancées les assises de la transition écologique au niveau d'Angers Loire Métropole (ALM).

Où en sommes nous sur Trélazé ? Nous avons ici l'occasion de mettre sur la table la coopération intercommunale qui manque tant au niveau d'ALM. **Solidarité.**

C'est aussi le moment de proposer notre vision des choses avec, par exemple, ce que peut apporter notre commune avec son site ardoisier en terme historique et environnemental. **Écologique.**

Votre don, aussi modeste soit-il, contribuera efficacement à l'expression et la prise d'initiative du Parti communiste.

Les ressources financières du Parti communiste sont transparentes. Pour plus des deux tiers, les ressources financières du PCF sont constituées des cotisations des adhérents, de la contribution des élus et des dons des personnes physiques.

Il y a tant besoin de se lever contre les injustices, les atteintes aux libertés et aux droits des personnes. Nous ne nous résignons

pas à la société capitaliste et à la domination qu'elle exerce sur nos existences.

Dans ce combat politique, votre soutien est un élément déterminant. Il permet à ces ambitions de s'inscrire dans la vie.

Nom et Prénom.....

Adresse.....

Tél.(facultatif) :courriel (facultatif):.....

Je fais un don de (*):

Chèque à l'ordre de : **ADF PCF 49 (**)** et à adresser : 3 rue Jacques Cartier 49100 ANGERS

Don effectué avant le 31/12/2020 = réduction effective de l'impôt en août 2021

Don effectué jusqu'au 31/12/2021 = réduction effective de l'impôt en août 2022

(*): Attention ! Les versements en espèces sont réalisables mais limités à 150€ par an et par personne et ne permettent pas cette réduction.

Les dons et cotisations sont limités à 7500€ par personne

Les versements ouvrent droit à déduction d'impôt de 66% dans la limite de 20% des revenus nets imposables. (*)

Ainsi un versement de 100€ peut permettre une réduction d'impôts sur le revenu de : 66 €)

(Reçu fiscal envoyé en 1 seule fois en mai de l'année suivante)

(**)L'Association de Financement du Parti Communiste Français du Maine et Loire est agréée par La CNCCFP (Commission Nationale des Comptes de Campagne et des Financements Politiques)